

## Faut-il interdire l'accès de tous les Marchés Financiers à la Haute Finance (Zone Euro) ?

### Partie II : la Bourse.

#### RAPPEL.

Dans un premier article, intitulé : « **Partie I : chiffrage des Marchés Financiers à fin 2016** », nous avons relevé que la Bourse est finalement un « petit » marché financier (6.567,3 MD€ à fin 2016).

Dans cette deuxième partie, nous allons décrire ce Marché Boursier avec des chiffres (ce qui est rare) et en évitant de reprendre les commentaires habituels sur la dictature et sur la vue à court terme de la Haute Finance.

Bien évidemment, nous ne pouvons pas ignorer les désastres humains et économiques de cette stratégie d'appropriation cupide des richesses matérielles par les banquiers et par les assureurs (que personne ne désigne jamais) ; ils sont bien visibles puisque des familles entières sont touchées par les licenciements massifs et par les délocalisations de secteurs entiers, y compris agricoles. De nombreuses régions sont, en moins de cinquante ans, devenues des déserts constitués de friches agricoles et industrielles d'une laideur repoussante, avec leur cortège de maisons abandonnées de ruines.

La partie invisible de cet iceberg des souffrances, c'est la misère psychologique des victimes qui a déjà touché deux générations depuis les années soixante-dix (1970) mais c'est aussi la dépravation morale des acteurs de ce système. Ces derniers s'attaquent sans arrêt au démantèlement de tous les droits essentiels des citoyens, et ils spéculent désormais contre les Etats eux-mêmes qui les ont sauvés d'une faillite certaine entre 2007 (aux Etats-Unis) et 2009 (en Europe).

La mécanique de cette logique destructrice est implacable : les profits ordinaires ne suffisent jamais.

La Haute Finance veut plus, toujours plus, mais ce ne sont plus des profits qu'elle engrange, ce sont des plus-values faciles, peu ou jamais soumises à une fiscalité draconienne.

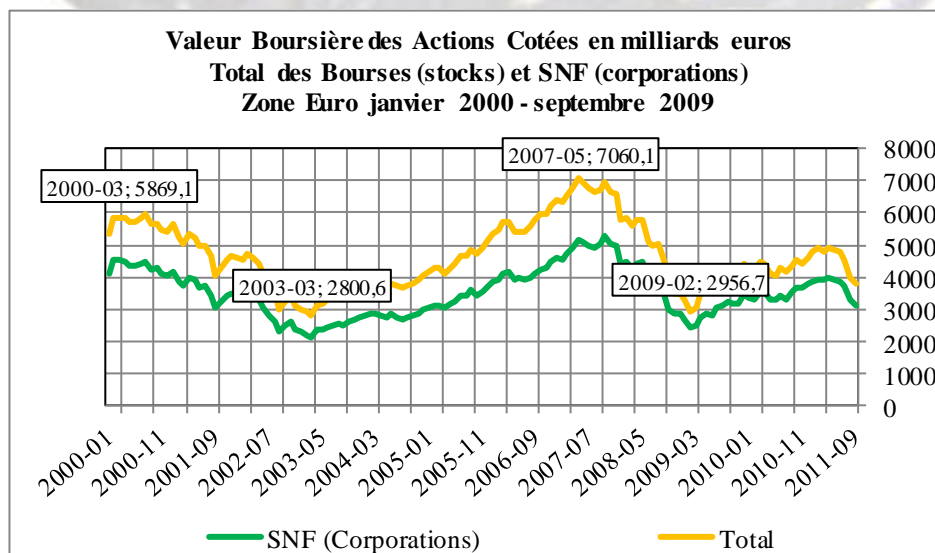
Ce sont aussi les plus-values défiscalisées qui donnent lieu au versement de dividendes démesurés, au détriment des salaires.

Résultat ? L'économie réelle disparaît au profit d'une **SOCIETE DE RENTIERS ET DE VOLEURS**.

Autrement dit, la Haute Finance a déjà installé un système mafieux dont notre Civilisation ; elle est en effet en train de détruire l'essence même de notre « maison commune » (l'Etat) en instaurant une nouvelle barbarie, télécommandée à partir des paradis fiscaux.

#### CRISE DU MARCHE BOURSIER (2000-2009).

Le marché boursier européen a été particulièrement chahuté en 2000 et 2009.



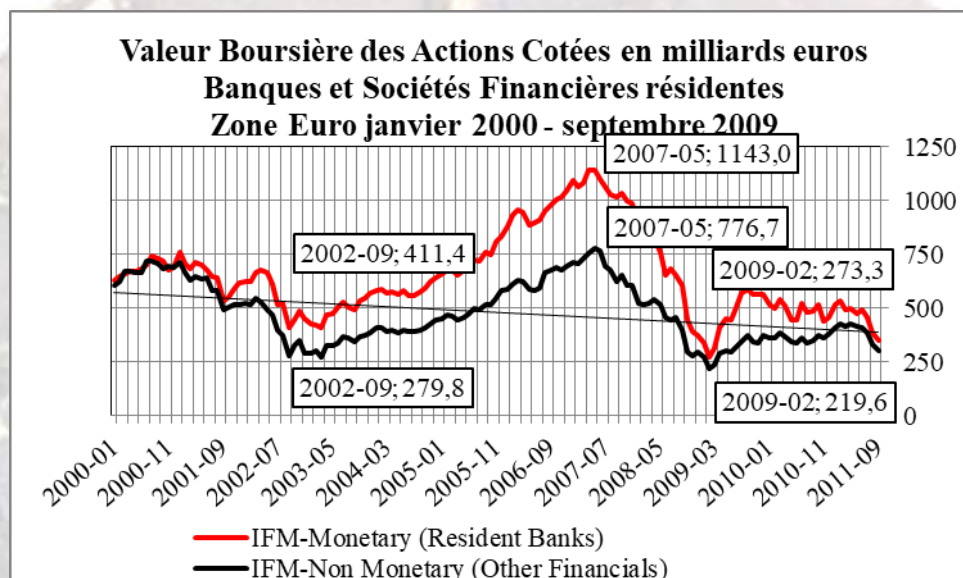
## L'ensemble des actions cotées en bourse au sein de la zone représentait en milliards d'euros :

- Total des actions cotées : de 5.869,1 MD€ à 2.800,6 MD€ de mars 2000 à mars 2003 ; puis de 2.800,6 MD€ à 7.060,1 MD€ de mars 2003 à mai 2007 ; puis de 7.060,1 MD€ à 2.956,7 MD€ de mai 2007 à février 2009.
- Bien sûr, ce sont les SNF (entreprises, « corporations ») qui ont été les plus sensibles : de 4.544,6 MD€ à 2.117,6MD€ de février 2000 à mars 2003 ; puis de 2.117,6 MD€ à 5.140,6 MD€ entre mars 2003 à mai 2007 ; puis de 5.140,6 MD€ en mai 2007 à 2.463,8 MD€ en février 2009.

## Les principaux acteurs et responsables de la crise, les Banques résidentes (IFM) et les Autres Institutions Non-Monétaires (Sociétés de Crédit principalement) ont connu la chute libre en 2009.

Sans les gouvernements centraux (Etats, Union Européenne), ils auraient été poussés au DEPÔT DE BILAN.

Cette (saine) logique des dépôts de bilan aurait permis de congédier les hauts responsables de cette crise et d'assainir les bilans trafiqués, y compris dans les paradis fiscaux.



En bref, les évolutions entre les deux crises (bulle Internet 2000-2005 et bulles financières (subprime mortgage crisis aux USA en juillet 2007 ; crise financière en Europe 2008 - ∞ ?) ont été les suivantes :

- Actions des IFM (banques) : de 671,0 MD€ de avril 2000 à 411,4 MD€ à septembre 2002 ; puis de 411,4 MD€ à 1.143,0 MD€ à mai 2007 ; puis de 1.143,0 à 273,3 MD€ de mai 2007 à février 2009.
- Actions des autres Institutions Financières (sociétés de crédit principalement) : de 673,1 MD€ à 279,8 MD€ de avril 2000 à septembre 2009 ; puis de 279,8 en septembre 2009 à 776,7 MD€ mai 2007 ; puis, de 776,7 MD€ à 219,6 MD€ de mai 2007 à février 2009.

Si nous raisonnons en masse, le marché boursier européen est tout le temps déstabilisé par les affairistes financiers.

Des sommes considérables ont été échangées pour rien...

En effet, les mêmes entreprises (au sens large, cette fois) sont toujours là, à un epsilon près.

Mieux, ce sont les spéculateurs eux-mêmes qui ont risqué leur vie sur ce marché des spoliations.

## FLUX JOURNALIERS SUR LE MARCHÉ SECONDAIRE : QUI PERD ? QUI GAGNE ?

Le Marché Secondaire traite des actions existantes.

C'est ce « stock » qui donne lieu à tant de commentaires de la part des journalistes et des économistes « encartés » : ils sont intarissables sur l'évolution des cours mais jamais sur les dégâts humains et économiques.

Si nous raisonnons en flux journaliers, nous pouvons estimer que la Bourse (toutes les places boursières en zone euro) donne lieu à des échanges quotidiens supérieurs à 200 milliards d'euros par jour, et à bien plus que cela quand les analyses irrationnelles, positives ou négatives, l'emportent sur les éléments d'une analyse froide.

En réalité, ces échanges ne sont pas des échanges à somme nulle pour la Société (version avancée de bonne foi par Adam SMITH) puisque, quand il y a des gains, la Haute Finance se les approprie (**privatisation des gains**) et, quand il y a des pertes, **elle puise dans nos économies (déficits publics) et nos fonds de retraites pour se renflouer (socialisation des pertes)**.

Pour la Haute Finance, c'est très facile car, schématiquement, les Fonds d'Investissement gèrent nos assurances-vie et les Fonds de Pension gèrent nos retraites complémentaires : comme les gestionnaires sont les mêmes que ceux de la Haute Finance, il est facile de pratiquer la bonne vieille recette des vases communicants.

Puis, quand cela ne suffit pas, la Haute Finance puise dans les caisses des Etats : 1.433,7 MD€ de pertes bancaires en zone euro entre septembre 2008 et septembre 2015 (source : Commission Européenne) sous la forme d'apports de capital et de rachats de créances pourries.

Au total, l'Union Européenne a autorisé les gouvernements à accorder entre septembre 2008 et septembre 2015 (statistiques disponibles) des **Aides, Subventions et Garanties au Secteur Financier** pour soutenir les politiques suicidaires de Mario DRAGHI, président de la BCE : 3.504,7 MD€ au sein de la Zone Euro ; 5.142,2 MD€ au sein de l'UE 29 (avant BREXIT).

Par contre, la partie la plus sombre des produits dérivés est désormais dans les sous-sols des banques, des « véhicules d'Etat et de l'U.E » et même dans ceux de la BCE.

A fin 2005, sans aucun débat démocratique, les Etats avaient encore accordé à la BCE des « garanties étatiques » de plus de 2.000 MD€ au sein de la Zone Euro et plus de 3.200 MD€ (Union Européenne) pour couvrir les pertes (très probables) de ces actifs toxiques...

Mais cela ne suffira pas car les spécialistes prédisent que la Haute Finance européenne devra lever plus de 1.000 milliards d'argent frais d'ici fin 2017 pour pouvoir neutraliser le manque de liquidités, lié à ces créances pourries.

Avec l'effet de levier « ordinaire » pratiqué par les banques, on peut donc penser que les pertes prévisibles vont dépasser les 6.000 milliards d'euros en Zone Euro.

Donc, à ce stade, nous devons retenir que les flux quotidiens, en Bourse et en Zone Euro, se chiffrent au minimum à quelques centaines de milliards d'euros (par jour) pour faire monter ou descendre les actions cotées (seulement les actions cotées) de plusieurs milliers de milliards d'euros (en une seule année)...

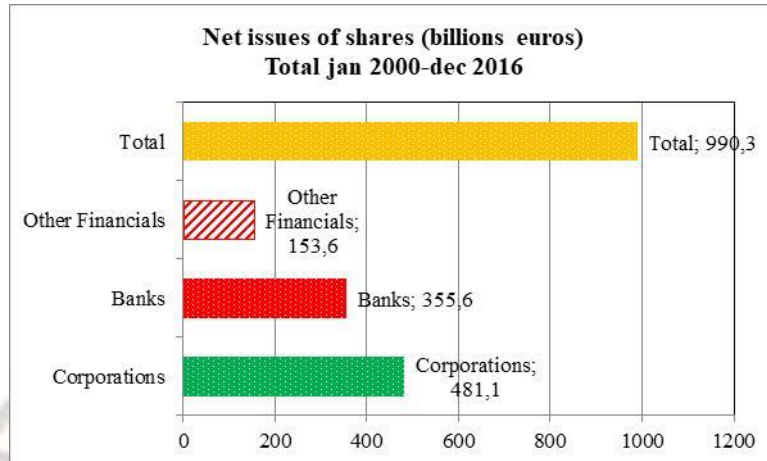
# ALTER-EUROPA

Bases des Statistiques Zone Euro (19): 31/12/2010

Mise à jour : 30/06/2012

## LE MARCHE PRIMAIRE : A QUOI ET A QUI SERT CE « MARCHE DU CAPITAL » ?

Pendant toute la période allant de janvier 2000 – décembre 2016, les émissions nettes d’actions nouvelles en Bourse ont été de seulement 990,3 milliards d’euros.

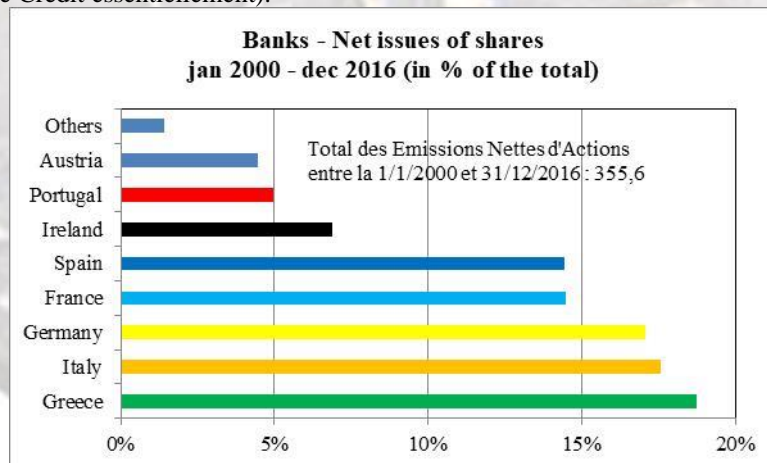


NOTA BENE : les statistiques sur les émissions brutes ne tiennent pas compte des échanges d’actions au sein même des entreprises cotées, voire des disparitions d’actions cotées dans le cas de certaines Offres Publiques Achat ou Echange (OPA et OPE).

### Sans aucune surprise, la Haute Finance s’est copieusement servie sur ce « Marché des Capitaux ».

Comme nous le verrons ultérieurement, la Haute Finance (Banques, Assurances, Fonds de pension et Fonds d’Investissement à leurs bottes) avaient mis en péril leurs énormes collectes d’argent frais (plus de 25.000 milliards d’euros en zone euro).

Pour colmater leurs erreurs « fatales », les Banques et les Autres Institutions Financières ont été les mieux servies : 51,4% des émissions nettes d’actions, dont 35,9% pour les IFM (banques) et 15,5% pour les Autres Institutions Financières (Sociétés de Crédit essentiellement).



### Dans cette liste ci-dessus, nous retrouvons bien sûr les banques des pays les plus malmenés par la crise 2008-2011 :

- L’Europe du Sud tant méprisée par l’Union Européenne « germanique » : Grèce, Italie, France, Espagne et Portugal ...
- L’Europe du Nord si « vertueuse » a pris une bonne part de ce marché primaire pour colmater les dégâts de la crise : Allemagne, Irlande, Autriche.

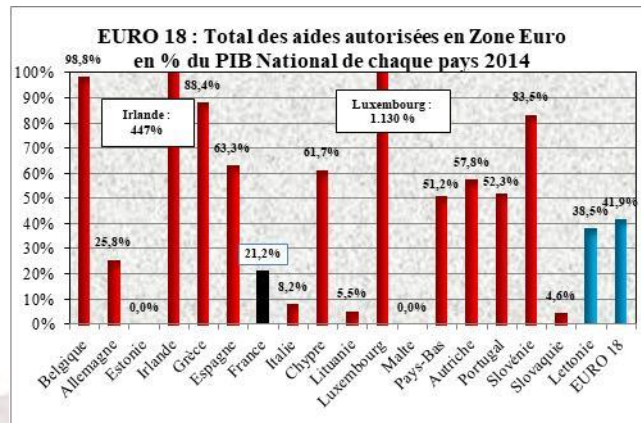
Entre-temps, toutes les banques de tous ces pays « vertueux » se sont largement servies dans nos Finances Publiques pour éviter les dépôts de bilan en cascade : voir notre article sur les aides et subventions accordées et autorisées par pays entre fin septembre 2008 et fin septembre 2014 (mise à jour prévue avant juillet 2017).

# ALTER-EUROPA

Bases des Statistiques Zone Euro (19): 31/12/2010

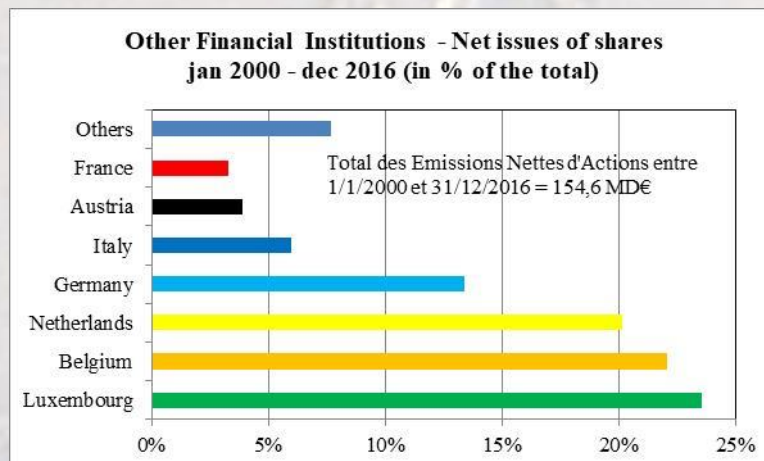
Mise à jour : 30/06/2012

Autrement dit, la Haute Finance a trouvé 509,1 MD€ sur ce marché... mais elle a puisé plus de 1.500 MD€ dans nos Finances Publiques au point d'avoir « coulé » l'Economie Réelle pour plus de dix ans, voire pour plus d'une génération.

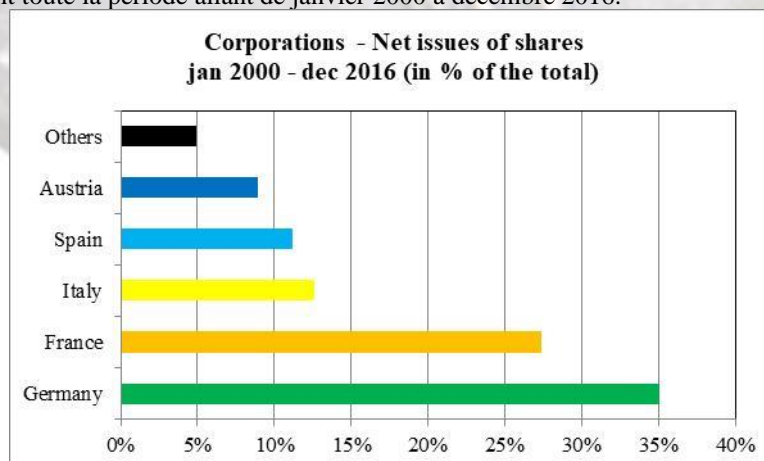


Depuis lors, la Haute Finance ne se prive pas du laxisme de nos Institutions et de nos lois pour s'installer durablement dans les « pays-à-facilités » (paradis fiscaux et sociaux).

**Donc aucune surprise dans le graphique suivant : nous retrouvons « les grands amis » de la Haute Finance et autres multinationales : le Luxembourg, la Belgique (Flandres) et les Pays-Bas.**



Il reste une part importante de ce marché favorable aux (grandes) entreprises : 481,1 milliards d'euro (sur 990,3 MD€) ont été collectés pendant toute la période allant de janvier 2000 à décembre 2016.



On retrouve (bien sûr) les pays qui abritent (encore) les grands groupes européens : Allemagne, France, Italie, Espagne, Autriche.

# ALTER-EUROPA

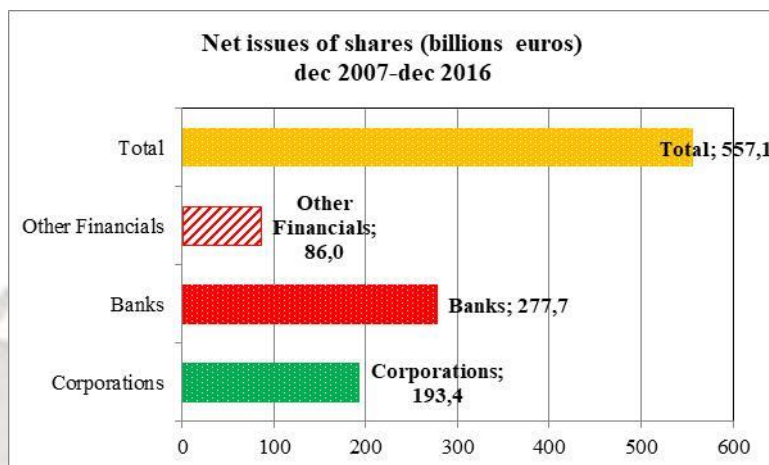
Bases des Statistiques Zone Euro (19): 31/12/2010

Mise à jour : 30/06/2012

Autrement dit, la Bourse brasse plus de 200 milliards d'euros par jour pour faire monter ou descendre la valeur des actions existantes de 2.500 à 5.500 milliards d'euros en DIX-SEPT ANS (17) en plusieurs allers-retours mais elle est incapable de « fournir » plus de 480 milliards d'euros aux « grandes » entreprises européennes pendant le même période.

## En bref, la Bourse n'a servi pratiquement à rien.

En plus, la situation ne s'est pas améliorée avec la crise 2007-2009 : les entreprises européennes ont pu lever seulement 193,4 milliards d'euros entre fin 2007 et fin 2016 contre 363,7 MD€ pour les IFM et les Autres Institutions Financières (même période).



Or, en « démocratisant » les entrées en bourse et/ou les augmentations de capital en faveur des ETI (entreprises de taille intermédiaire), nous aurions pu créer une dynamique de création d'emplois pour plusieurs millions d'emplois en Zone Euro.

## CONCLUSION.

La Bourse ne sert à rien d'autre... qu'à faire perdre des emplois, des revenus et même à faire perdre tout espoir de progrès économique et social au sein de notre Société...

En effet, la Bourse remue beaucoup d'argent, par pur appât du gain, pour détruire des richesses (en se les appropriant), mais sûrement pas pour oxygéner le tissu économique, ni surtout pas pour créer des emplois et des salaires valorisants.

Mieux, ce sont les banquiers (IFM), les sociétés de crédit (leurs filiales pour la majorité d'entre elles) qui font appel aux marchés de capitaux en actions (les bourses).

Ils ont privé l'Economie Réelle de développement et, donc, de créations d'emplois, de valeur ajoutée, de revenus et donc de recettes pour l'Etat & les Collectivités.

A cause d'eux, la Société perd systématiquement, et à tous les coups :

- quand la Haute Finance gagne, la Société perd des emplois et des revenus ;
- quand la Haute Finance perd, la Société s'endette pour la renflouer.

Mieux, les gouvernements donnent des garanties étatiques qui permettent à la BCE de lui procurer des liquidités démesurées, destinées à camoufler leurs créances pourries et leurs produits dérivés explosifs.

Rien que dans ce registre, la BCE « arrosait » les Institutions Financières (banques Zone Euro) les plus menacées avec plus de 3.500 MD€ à fin avril 2017 (sur un bilan agrégé de 6.940 MD€) alors que les banquiers les plus solides lui confiaient plus de 4.000 MD€ pour éviter les risques de prêt à l'Economie Réelle et surtout au Secteur Financier, quitte à lui payer -0,4% pour cette « sécurité ».

En contrepartie, « nos » gouvernements nous imposent des cures d'austérité qui détruisent encore plus d'emplois, de revenus et de vies...

## Faut-il fermer la Bourse, source de souffrances ?

Sûrement pas !

Par contre, il est impératif de l'encadrer, juridiquement et fiscalement, pour corriger les anomalies soulevées dans cet article.

**ALTER-EUROPA**  
***Pour une Autre Europe...***  
***Et (bien sûr) pour un Autre Euro...***